

L'ECONOMISTE

LE PREMIER QUOTIDIEN ÉCONOMIQUE DU MAROC

20 ANS AVEC VOUS

Édition N° 3705 du 24/01/2012

Entretien avec Mustapha El Khalfi,
ministre de la Communication et porte-parole du gouvernement



Médias: La feuille de route de l'équipe Benkirane
«Je suis contre les condamnations pour des délits d'opinion»

- L'Economiste: Le programme du gouvernement a consacré un important volet à la presse. La réforme de ce secteur fait-elle partie de vos priorités?

- Mustapha El Khalfi: Effectivement, mais il faut attendre le vote et l'approbation du programme du gouvernement par la Chambre des représentants jeudi prochain. Après, nous allons engager et instaurer un système de concertation entre les acteurs concernés. Au niveau de la presse écrite, nous avons la Fédération marocaine des éditeurs de journaux (FMEJ) comme acteur principal et le Syndicat national de la presse marocaine. Le système envisagé doit aboutir sur une approche participative pour mieux décliner et préciser les éléments de la réforme. Nous avons comme référentiel, la Constitution dont les articles 27 et 28 définissent nos obligations. Un référentiel qui a été à la base des propositions du programme gouvernemental.

En ce qui concerne le futur Code de la presse, il doit refléter les dispositions constitutionnelles concernant la liberté de la presse en plus de la loi sur l'accès à l'information. Il y a également lieu de citer l'instauration d'une instance indépendante pour l'auto-régulation du métier qui se chargera du respect de l'éthique de la profession et qui sera au niveau des standards internationaux en la matière.

- Est-ce que vous pensez à une instance équivalente à la Haca?

- Pour mieux accompagner le corps de la presse marocaine, il faut une telle instance. Ce qui est préconisé, c'est la mise en place d'un Conseil national de la presse.

Parallèlement, nous allons veiller à la conclusion d'un nouveau contrat-programme avancé entre l'Etat et la FMEJ. Une évaluation de celui établi il y a quelques années (en 2005) a donné un résultat globalement positif. Mais, maintenant, il y a d'autres obligations telles celles inhérentes aux nouvelles technologies. Il y a donc des mesures à prendre pour élargir l'assiette de l'électorat

marocain. C'est pourquoi nous nous acheminons vers la signature d'un nouveau contrat-programme dont le contenu sera renouvelé. Cela parce que l'intervention de l'Etat pour accompagner la réforme du secteur de la presse (partisane ou indépendante) doit être rationnelle, efficace et transparente.

- Qui dit réforme, dit aussi nouveau Code de la presse. Allez-vous proposer votre propre projet, ou seulement amender celui élaboré sous le mandat de Nabil Benabdallah?

- Le projet du Code de la presse qui sera proposé va prendre en considération les dispositions de la nouvelle Constitution. Pendant le «Printemps arabe», la FMEJ et le SNPM avaient lancé un débat sur la question du code. En 2010, il y a eu le grand débat national sur la presse. Donc, plus ou moins, il y a un consensus sur de nombreux points qui doivent être reformulés. Il y a aussi des points autour desquels il faut continuer le débat. J'estime que dans le cadre de la nouvelle Constitution, la tâche est plus aisée. Cela dans la mesure où le prochain Code de la presse sera un code moderne défendant la liberté de la presse et offrant les garanties nécessaires à son exercice. Il va également instaurer les mécanismes qu'il faut pour le libre exercice de la profession. Nous pensons donc à un instrument qui se charge de la régulation de la profession, comme c'est le cas chez les médecins, les architectes, les avocats.

- Qu'en sera-t-il des peines privatives de liberté dans le futur code?

- Je ne veux pas anticiper sur le débat pour éviter que mes propos ne contribuent, qu'à Dieu ne plaise, à attiser la zizanie. Mais, je pense qu'il y a une tendance qui va dans le sens de donner plus de garanties à l'exercice de la profession. Parmi ces garanties la limitation d'une manière considérable des peines privatives de liberté. Personnellement je suis contre les condamnations pour des délits d'opinion et pour les peines pour diffamation ou atteinte à la vie privée. Pour moi, il y a une autre question cruciale: celle des amendes. Parfois, ces dernières sont lourdes et démesurées par rapport au délit. Et c'est ce qui tue l'entreprise de presse qui y a été condamnée.

- L'on parle au gouvernement d'un soutien à la presse? De quoi s'agit-il?

- C'est un soutien direct à la presse. Un soutien rationnel, efficace et transparent. Il est lié à des résultats. C'est un soutien destiné à toute la presse, même pour les groupes de presse qui réalisent de bons résultats financiers. On ne doit pas sanctionner ceux qui réussissent. Nous voulons donc lier l'utilisation de l'argent public à des résultats bien déterminés.

Dès le départ, nous avons donc décidé d'avoir des rencontres avec nos partenaires pour instaurer un système participatif pour élaborer un nouveau contrat-programme.

Ce qui est également essentiel pour nous, c'est la situation sociale et professionnelle des journalistes. Il faut travailler à ce niveau-là pour préserver la dignité des journalistes. En d'autres termes, il faut que le soutien de l'Etat aux journaux ait un impact sur la situation sociale non seulement des journalistes, mais aussi de l'ensemble des intervenants dans la production de journaux (techniciens, correcteurs, personnels administratifs...). C'est une action ciblée mais généralisée à l'ensemble du corps de la profession de presse. Une action en direction d'une entreprise de presse doit se traduire aussi au niveau de la formation, de la formation continue, et aussi au niveau du maintien d'un minimum d'indépendance éditoriale pour encourager la création, l'innovation.

Toutes ces mesures, je les mets dans un cadre général. C'est que la presse marocaine doit accompagner le processus de démocratisation. Il ne s'agit pas d'un accompagnement d'observation, mais d'un accompagnement actif. La presse doit être une contre-force par rapport au pouvoir exécutif et même parlementaire. Elle doit donc refléter les obligations constitutionnelles en ce qui

concerne l'identité marocaine et les dispositions liées aux libertés, aux droits et à la citoyenneté responsable. Il nous faut donc une presse responsable qui prenne en considération son rôle majeur dans l'édifice démocratique de notre pays.

- Comment allez-vous faire?

- Nous préconisons une approche basée sur trois éléments : -il y a l'accompagnement du processus démocratique - la diversité de l'identité marocaine telle que définie dans la Constitution – et en troisième lieu, il y a de manière générale, le renforcement et la consolidation du rayonnement du Maroc à l'échelle régionale et arabo-islamique.

- Vous réclamiez déjà avant votre arrivée au gouvernement une libéralisation du champ audiovisuel...

- La libéralisation du champ audiovisuel, particulièrement la télévision, est une question de temps. La contribution du secteur privé à consolider la compétitivité du champ médiatique du Maroc sera un élément positif. Mais avant, il faut s'y préparer parce que nous avons un pôle public qui doit être réformé et en même temps il faut implémenter le cadre législatif qui existe. Une action qui doit être entreprise en étroite collaboration avec les autres intervenants principalement la Haca. Le gouvernement a donc défini des objectifs clairs pour l'ensemble du secteur de l'audiovisuel et aussi pour l'agence Maghreb arabe presse (MAP). A commencer par la généralisation des contrats-programmes. Ces derniers vont refléter les changements liés à la nouvelle Constitution et à la bonne gouvernance. Certes, il y a des acquis sur le renforcement desquels on va travailler. Mais il y a aussi des défis qu'il faut relever et surmonter. Nous avons actuellement une vingtaine de radios et il y en aura d'autres certainement. En ce qui concerne les télévisions, il y a un pôle public qui marche relativement bien. Il a besoin certes d'être dépoussiéré et redynamisé. Nous allons y travailler et le projet de réforme en préparation sera rationnel et regroupera l'ensemble des acteurs dans le cadre d'une approche participative afin d'avoir un champ approprié au Maroc du 21^è siècle.

Propos recueillis par Jamal Eddine HERRADI